

ARRETE DU MAIRE

Portant permission dérogatoire temporaire de circulation sur le Chemin St-Aurette

Bénéficiaire : Fabrice PLATEL

Objet : dérogation de tonnage

Durée : 91 jours

Le Maire de la commune de **Gréoux-les-Bains**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 à L. 2212-2 et L.2213-1 à 2213-6 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L.113-2, L.115-1 à L116-8, L.123-8, L.131-1 à L131-7, L.141-10 et L.141-11 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles L.411-1 à L.411-7 ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8' partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1 ;

Vu l'arrête municipal n°2013-275 relatif à la réglementation de la circulation et du stationnement sur la commune de Gréoux-les-Bains,

Vu l'arrêté municipal N° 2023-123 du 7 juin 2023 portant dérogation temporaire de circulation sur le chemin de St Aurette du 7 juin au 31 août 2023,

Vu la demande de prorogation formulée par **Monsieur Fabrice PLATEL** d'autorisation temporaire et dérogatoire de la circulation sur le Chemin St Aurette dans le cadre du passage de tout camion ou engin de chantier, dont le tonnage est supérieur à 3,5 tonnes du **1^{er} septembre au 30 novembre 2023**,

Considérant que la construction d'une maison individuelle nécessite des livraisons de tous matériaux y compris de béton notamment par camion toupie,

Considérant qu'il y a lieu d'accorder une dérogation temporaire de tonnage à l'arrêté municipal n°2013-275 règlementant la circulation sur la commune, notamment sur la limitation de tonnage.

ARRETE

Article 1 : Permission et circulation :

Toutes les entreprises mandatées par Monsieur Fabrice PLATEL, sont autorisées à faire circuler sur le Chemin St-Aurette, tous transporteurs par camions ou engins de chantier ayant un tonnage supérieur à 3,5 tonnes (la livraison de tous matériaux de construction et/ou béton par camion toupie) pour la période du **1^{er} septembre au 30 novembre 2023**, à charge pour les entreprises de se conformer aux dispositions des alinéas et articles suivants :

- Pendant la durée des travaux, la pose, le maintien et le retrait de la signalisation spécifique au chantier seront effectués par les différentes entreprises intervenantes ;
- La circulation des piétons sera en permanence maintenue et sécurisée au droit du chantier ;
- Les accès des riverains et des services seront maintenus ;
- Cette dérogation implique pour les chauffeurs mandatés par le pétitionnaire, la plus grande prudence, compte tenu de l'étroitesse de la voie et la fragilité de certains accès.

ARRETE DU MAIRE

Article 2 : Prescriptions techniques particulières :

Les différentes entreprises mandatées par Monsieur Fabrice PLATEL devront assurer en permanence un bon état de propreté dans la zone d'intervention et ses abords et réaliseront autant de fois que nécessaire le nettoyage de la chaussée. Aucun dépôt de matériaux ou déchets ne devra rester sur le domaine public après le départ des entreprises. Toute dégradation de la voie publique sera à la charge de l'entreprise et tout dommage causé au domaine public devra être repris qualitativement à l'identique par les entreprises.

Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier :

Les entreprises assureront la matérialisation et la maintenance de la signalisation temporaire liée à l'autorisation. Une signalisation d'approche comportant la signalisation de danger et de prescription ainsi qu'une signalisation de position et de fin de prescription devront être installées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Responsabilité :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Les entreprises seront notamment responsables des accidents pouvant survenir, par défaut ou insuffisance de signalisation.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, les bénéficiaires seront mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de ces interventions seront à la charge des bénéficiaires et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Formalités d'urbanisme :

Permis de construire n°0040942200019 accordé le 10 mars 2023, dans le cadre de la réhabilitation et l'extension d'une habitation existante.

Article 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation et au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Publication et affichage :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Gréoux-les-Bains. Il devra être apposé visiblement sur le lieu des travaux, une semaine avant l'intervention, afin de prévenir les usagers et les riverains de la circulation de camions ou engins dont le tonnage est supérieur à 3,5 tonnes.

Article 8 : Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Département
Alpes-de-Haute-Provence
Canton
Valensole
Commune
Gréoux-les-Bains

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité


N°2023-218

ARRETE DU MAIRE

Article 9.

Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Gréoux-les-Bains, Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gréoux-les-Bains, le 1^{er} septembre 2023

Le Maire

Paul AUDAN